

SÉANCE DU 1^{er} MARS 2023

AVIS N° 2023 / 15 / HYNOVERA / 4

PROJET HYNOVERA D'USINE DE PRODUCTION DE BIO-CARBURANTS A
GARDANNE (13)

La Commission nationale du débat public,

- Vu le code de l'environnement en ses articles L. 121-1 et suivants, notamment le II de l'article L.121-8, l'article L.121-9 et l'article L121-14 ;
- vu la décision n°2021 / 125 / HYNOVERA / 1 décidant d'organiser une concertation préalable sur le projet de production de bio-carburants à GARDANNE, et désignant MM.Vincent DELCROIX et Philippe QUEVREMONT garants de celle-ci,
- vu le bilan des garants de la concertation préalable sur le projet Hynovera d'usine de production de bio-carburants à Gardanne publié le 19 décembre 2022,
- vu le rapport de réponse du maître d'ouvrage au bilan des garants du 21 février 2023,
- vu sa décision n°2023/15/HYNOVERA_3 du 1er mars 2023, prenant acte des réponses du maître d'ouvrage et désignant MM.Vincent DELCROIX et Philippe QUEVREMONT garants de l'information et de la participation du public jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique,

après en avoir délibéré et conformément aux enseignements de la concertation

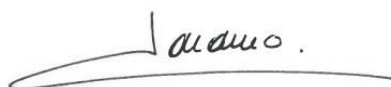
CONSTATE QUE :

- des points de vue et des positions opposés concernant l'opportunité du projet se sont manifestés pendant la concertation ;
- le maître d'ouvrage prévoit de modifier son projet à l'issue de la concertation préalable;
- le maître d'ouvrage répond partiellement aux questions du public et avec des précisions parfois limitées, notamment sur la question des risques et des impacts environnementaux ;
- le maître d'ouvrage indique vouloir poursuivre les échanges mais ne précise pas de quelle manière le public sera tenu informé et pourra participer aux échanges et décisions à venir ;
- les lauréats pour les carburants durables figurent dans la communication de la Première ministre (SGPI) du 15 février 2023, qui conditionne l'attribution au projet Hynovera d'une aide publique de 6,5 millions d'euros, à la constitution d'une société de projet ;

RECOMMANDE QUE :

- le maître d'ouvrage précise, en tenant compte des préconisations des garants, les modalités d'information et de participation du public qu'il compte mettre en œuvre jusqu'à l'enquête publique ;
- les garants préparent le cahier des charges d'une expertise indépendante qu'ils soumettront à la CNDP au titre de l'article L.121-1 du code de l'environnement et portant sur les études d'impact et de dangers ;
- le maître d'ouvrage prévoit l'organisation de réunions publiques pour présenter les nouvelles caractéristiques du projet, les études d'impact et de dangers ainsi que l'expertise précitée, et que celles-ci puissent être débattues ;
- le maître d'ouvrage veille à la continuité de la participation du public, en associant les parties prenantes actives pendant la concertation préalable ;
- les obligations du maître d'ouvrage au titre de la concertation continue jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique soient transférées à la société de projet dès que celle-ci sera constituée.

La Présidente

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jouanno.', with a long horizontal flourish underneath.

Chantal JOUANNO